



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Lutte-a-la-radicalisation-La-nouvelle-mode>

Lutte à la radicalisation - La nouvelle mode !

- Société - Mouvement antiguerre -



Date de mise en ligne : mardi 19 mai 2015

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Il y a quelques semaines, Montréal a créé un Centre contre la radicalisation piloté par le SPVM qui interviendra, en premier lieu au Collège Maisonneuve. On a vu passer plusieurs « modes sur la violence et nos jeunes » en trente ans. Violence dans les médias, violence dans les relations amoureuses, dans les cours d'école, le suicide, la violence verbale, la lutte aux gangs de rue, l'intimidation, la cyberintimidation, les troubles alimentaires, la menace de tireur fou et cette fois, la radicalisation religieuse dans les CEGEPs. Diverses formes d'un seul et même phénomène, la violence : sociale, contre l'autre et envers soi.

Chacune de ces modes « anti-violence » semble suivre un même cycle. Un événement dramatique, un petit vent de panique médiatisé et des mesures mises en place à la sauvette. Puis on mobilise l'institution par excellence qui monopolise les budgets de sécurité : la Police. Les responsables mettent en place des programmes d'éducation aux conséquences criminelles des violences, et de sensibilisation à la nécessité de dénonciation. On voit circuler des lettres, des avis et des policiers dans nos institutions d'éducation. Question de redonner un sentiment de sécurité et l'impression d'agir.

Avec les années, on voit l'obsession sécuritaire émerger, le gouvernement en est au point d'annoncer la fin de « la fouille à nu » dans les écoles. Nos institutions scolaires se transforment en machines oppressantes de règles, de méfiances, de contrôles et de surveillance. Peu de citoyens sont conscients de l'omniprésence de chiens renifleurs, de gardes de sécurité, de caméras vidéo panoramiques, de double portes auto-verrouillantes, de fouilles, de périmètre sécuritaire, de grilles cloisonnant les casiers et de présence policière qui font partie de la normalité de nos jeunes ; surtout au secondaire. On a l'impression croissante que les menaces auxquelles font face nos jeunes sont multiples et imminentes. Ce sont autant de réalités qui nourrissent la méfiance et les craintes. L'épisode de la « fouille à nu » devrait être la goutte qui fait déborder le vase !.

On entend souvent les élèves souligner qu'en situation de violence, ce sont les policiers qui viennent parler aux élèves ; certaines directions auraient abdiqué leur rôle dans le maintien de l'harmonie sociale du milieu. Nos enfants du primaire font des exercices de « confinement barricadés » sous ordre des autorités policières. Est-ce normal ? Il y a de quoi se demander si une nouvelle maladie grave n'est pas en émergence au Québec « la paranoïa sociale » ; maladie sur laquelle on demande aux travailleurs sociaux et aux éducateurs spécialisés trop peu nombreux et débordés, d'intervenir. Mais ces services sont coupés.

Comment en arrive-t-on là ? Le problème avec la spectaculaire violence médiatisée n'est pas qu'elle stimule ou encourage la violence ; c'est qu'elle prend toute la place. Il n'y a plus d'espace, plus de lieu pour parler des moyens « non-violents » de résoudre les conflits. Cette voie éducative, est plus difficile à médiatiser. La conséquence directe est une ignorance quasi généralisée des solutions efficaces qui existent pour contrer les situations de violence. Est-ce la faute aux médias ? Non. C'est la faute à cette fascination malade et morbide pour la violence et la mort que l'on nourrit tous.

Le commercialisme profite à tous les niveaux de cette « dérive, ou obsession sécuritaire » ; comme il profite de l'insatisfaction sexuelle par la pornographie et de l'insatisfaction de soi par les artifices de la mode. Rien de nouveau ! Le commercialisme vampirise les faiblesses humaines. La violence n'en est qu'une illustration.

Mais qu'est-ce que la « non-violence » ?

On parle de plus en plus d'un travail de renforcement des habiletés pro-sociales ; des habiletés neutralisant

l'isolement. Ce qu'on appelle de plus en plus les compétences de paix ; soit les habiletés qui permettent d'articuler des moyens efficaces pour « dire NON » à la violence et permettant de se sentir plus en sécurité par un soutien mutuel. Des moyens d'action et d'intervention non-violents sont en développement un peu partout, mais ils restent profondément méconnus.

Il est question ici de développer dans la population de multiples compétences. A la base, il y a les éléments de communication : la capacité d'écoute, d'affirmation respectueuse, de résolution des conflits, d'agir comme tierce partie et de participer au développement de consensus. Puis il y a des habiletés de base pour agir dans les interactions sociales : soit de nourrir l'estime de soi dans son environnement, de voir la différence comme une richesse et une opportunité, d'être capable d'identifier et d'accompagner les victimes tant en milieu communautaire que scolaire, de savoir détecter et diffuser des situations de confrontation, et de savoir se protéger physiquement sans riposte. Dans l'angle plus politique de la question, on vise à apprendre à concilier droits et responsabilité ; et à connaître les moyens, tactiques et stratégies pour affirmer ses convictions et appliquer une FORCE, « sans recours à la violence ». Bref on parle ici de valorisation du bien commun et de s'équiper pour le défendre efficacement. Ces moyens sont présents un peu partout et à petite échelle. Malheureusement, la non-violence, la gamme de ces moyens efficaces pour neutraliser les violences n'est pas spectaculaire ; elle ne fait donc pas la manchette. C'est une thématique qui ne peut que s'enseigner avec patience ; mais que beaucoup trop de nos éducateurs, surchargés de travail, ignorent.

On se retrouve avec un environnement social, obnubilé par la peur et qui adhère facilement aux options coercitives, aux législations abusives, à la judiciarisation, à la surveillance et à la répression à outrance. Puis les gouvernements apprennent à capitaliser sur l'insécurité. On voit bien cette tendance avec les politiques guerrières ; occultant totalement toute forme d'efforts de type diplomatique, de sanctions non-violentes ou interventions préventives. Rappelons-nous que les étudiants s'étaient insurgés contre le recrutement militaire dans les écoles en pleine offensive de guerre en Afghanistan. Même les groupes victimes, ceux qui se sont radicalisés, deviennent incapables d'articuler un discours sur les moyens, les tactiques et les stratégies de lutte et d'opposition non-violente. Ils n'arrivent plus à croire en la capacité citoyenne de « construction de la paix ». Ils ignorent tout des mécanismes de la lutte sociale et politique sans les armes, et de la force politique qu'elle peut appliquer sur le pouvoir.

Il existe pourtant des centaines de moyens de lutte non-violents documentés depuis les années '70. Même nos jeunes qui se questionnent sur la violence sont incapables d'articuler une critique de ces violences et de ses moyens. Nos jeunes deviennent une clientèle tout aussi facilement manipulable par les porteurs du « délire sécuritaire » que les électeurs, et sont des proies faciles pour les gourous de la radicalisation. Puis c'est l'escalade de la contre-violence dans l'illusion de pouvoir faire avancer une cause ou sa révolution, une escalade qui s'accélère par de nouvelles politiques oppressives et de nouvelles dépenses de sécurité. Et, on est surpris que « l'inévitable violence dérape » en confrontation de rue, dessins meurtriers ou en séjour de « croisades jihadistes » ???

Malgré les coûts et conséquences, on invite encore nos « forces de l'ordre » et services de renseignement et de sécurité à venir à la rescousse. Plus de surveillance dans nos écoles ; et plus de mesures de contrôle dans nos CEGEP et Université. Les nouvelles modes du jour ; contre la radicalité religieuse, et la radicalité militante. Les services de renseignements dans le premier cas, et les gaz et matraques dans le second à l'UQAM et dans nos rues contre la radicalité étudiante. Cette radicalité issue d'un désespoir touche maintenant une partie croissante de notre jeunesse qui a de moins en moins voix au chapitre. Le masque et la confrontation symbolisent de façon croissante ce manque de confiance en nos systèmes de contrôle et de judiciarisation. Pourtant, dans sa majorité, cette jeunesse ne revendique simplement que le maintien des privilèges que les générations précédentes se sont octroyés, dont elles ont allègrement profité et qu'il reste encore à payer. Réalisons-nous que notre société méfiante envers ses jeunes fonce droit dans un mur ? Faute de connaissances des alternatives à la surveillance et la violence, notre société a-t-elle fait le choix de la confrontation sociale, de la contre-violence par la répression, les caméras, les grillages et les matraques ? Réalisons-nous qu'il n'y a aucune limite au coût de ces choix ?

Encore une fois, les grandes mobilisations du premier mai furent éclipsées. Les mobilisations d'une foule d'organismes citoyens ont encore une fois passé derrière l'écran des éclats de la violence répressive. Entre temps ces organismes pour la paix, la non-violence, la résolution des conflits et la promotion d'une richesse de la diversité congédient, et ferment leurs portes, faute d'argent, d'attention et par ignorance... Austérité oblige !

Et la Police s'invite partout et à grands frais dans nos écoles ? Sommes-nous sur la bonne voie ?

Normand Beaudet

Membre fondateur du Centre de ressources sur la non-violence (1987) ; a co-fondé la concertation d'organismes « Outils de paix » (2009) et le réseau de Fondations « Réseau des donateurs pour la paix ».